

N° 2002-76/CA2 DU GREFFE

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

Arrêt du 17 avril 2014

COUR SUPREME

Affaire : TOVIDE A. Pierre
C/

MISD – DGPN

La cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 25 juin 2002, enregistrée au greffe de la Cour le 03 juillet 2002 sous le numéro 681/GCS, par laquelle, monsieur TOVIDE A. Pierre, Officier de paix de 1^{ère} classe, matricule 596, précédemment en service à la Compagnie Républicaine de Sécurité, actuellement à la retraite, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre les décisions contenues dans les lettres :

- n° 0622/MISD/DGPN/DAP/SPRH/SP-C du 11 mars 2002 portant reconstitution de carrière.
- n° 1884/MISD/DC/DGPN/DAP /SA du 25 juillet 2002, objet de l'accusé de réception de la requête en date du 10 avril 2002. ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller Victor D. ADOSSOU en son rapport ;

Où l'Avocat Général Raoul H. OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant expose :



Qu'envoyé en Algérie en 1981 pour être formé motocycliste (motard), il est revenu de sa formation en juin 1982 avec un diplôme de motocycliste et un permis de conduire catégorie A ;

Que son diplôme introduit dans les services administratifs, a été reconnu comme équivalent au certificat d'aptitude professionnelle niveau II (CAP II) comme l'atteste la note de service n° 372/EM-FSP/BT du 25 juillet 1985 ;

Que cette équivalence donne droit, à la date de prise d'effet du diplôme, au reclassement dans le grade de brigadier de paix de 2^{ème} classe ;

Que toutes les tentatives menées par lui pour se faire reclasser, ont été vaines ;

Que contre toute attente, en réponse à ses multiples démarches, une lettre signée du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation lui a été notifiée pour lui faire savoir qu'aucune disposition des textes en vigueur ne donne droit, sur cette base, à reconstitution de carrière des agents de police. (Lettre n°622/MISD/DGPN/DAP/SPRH /SA du 11 mars 2002) ;

Qu'à une date pas trop lointaine et plus spécifiquement le 16 janvier 2002, l'arrêté n° 0118/MISD /DC/DGPN/DAP/SPRH/SA a été pris pour nommer treize (13) fonctionnaires de police au grade d'officier de paix de deuxième classe ;

Que parmi eux, le brigadier de paix de 2^{ème} classe DENAKPO Théophile a quitté directement le grade de brigadier de paix de 2^{ème} classe pour le grade d'officier de paix de 2^{ème} classe, sans passer par le grade de brigadier-chef ;

Que de même, le sous-brigadier de paix ADJAHOUNGBETA Hounsou est passé du grade de sous-brigadier pour se retrouver directement officier de paix de 2^{ème} classe ;

Que tous ces différents agents de police ont respectivement le Brevet de spécialisation n°1/infirmier (BS1) attribué le 16 octobre 1997 pour le premier et le Brevet de spécialisation n°1 (BS1) biologie clinique, attribué le 1^{er} décembre 2000 pour le second ;

Qu'ils ont tous été admis dans ce grade sans concours direct ou professionnel ;



Qu'il estime, de tout ce qui précède, qu'il a été lésé sur le plan de la reconstitution de sa carrière qu'il souhaite voir se régulariser depuis la date de l'obtention de son diplôme ;

En la forme

Sur la recevabilité

Considérant que les décisions querellées devant la Cour sont celles contenues dans les lettres :

- n° 0622/MISD/DGPN/DAP/SPRH/SP-C du 11 mars 2002 portant rejet de la requête collective en date du 13 octobre 1998 ;
- n° 1884/MISD/DC/DGPN/DAP /SA du 25 juillet 2002, objet de l'accusé de réception de la requête en date du 19 (au lieu du 10) avril 2002.

Que la recevabilité du présent recours sera appréciée respectivement en ce qui concerne l'une et l'autre des décisions querellées.

Sur la recevabilité du recours visant l'annulation de la décision n° 0622/MISD/DGPN/DA/SPRH/SA du 11 mars 2002- paragraphe 2 du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation

Considérant que l'officier de paix de 1^{ère} classe TOVIDE A. Pierre a introduit, ensemble avec d'autres agents, une première requête gracieuse tendant à réclamer la reconstitution de sa carrière sur la base du diplôme de conducteur de motocyclette obtenu en 1982 en Algérie ;

Que ladite requête a fait l'objet d'une réponse de la part du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation. (cf : lettre n° 0622/MISD/DGPN/DAP/SPRH /SA du 11 mars 2002).

Considérant que l'on peut lire au deuxième paragraphe de ladite correspondance, ce qui suit : « Comme suite à votre requête, j'ai l'honneur de vous informer que la commission technique interministérielle visée supra, après examen de ladite requête, l'a déclarée irrecevable, conformément aux dispositions des articles 111, 112 et 113 de la loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale et des articles 95 et 96 de son décret d'application n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant statuts particuliers des corps des personnels de la police nationale. » ;

f

Considérant que l'article 68 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 en vigueur au moment des faits dispose : « Article 68 : Le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification.

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision.

Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois susmentionnée. Néanmoins lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi.

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux mois prévu à l'alinéa précédent.

Toutes les communications de pièces ont lieu sans frais par la voie administrative à la diligence du greffier de la Cour suprême. »

Considérant que le recours gracieux (collectif) du requérant date du 13 octobre 1998 et qu'une réponse d'irrecevabilité a été adressée au collectif y compris le requérant, par l'administration en date du 11 mars 2002 ;

Que le requérant ne conteste pas l'existence de ce courrier déclarant irrecevable leur requête ;

Considérant que le recours gracieux du requérant date du 13 octobre 1998, que le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation ayant observé un mutisme, qui équivaut à une réponse défavorable au-delà des deux mois prévus par la loi, le requérant avait, en application des dispositions légales suscitées, jusqu'au 13 février 1999 au plus tard pour saisir le juge d'un recours contentieux ;

Considérant qu'entre la date du 13 octobre 1998, date de la requête collective, et le refus contenu dans le courrier 0622/MISD/DGPN/DAP/DPRH /SP-C du 11 mars 2002, il s'est écoulé plus de trois (03) ans quatre (04) mois ;

#

Que même si l'on prend en considération la réponse explicite du Ministre en date du 11 mars 2002 (Lettre n° 0622/MISD/DGPN/DAP/SPRH /SP-C du 11 mars 2002, puis le recours contentieux du requérant en date du 25 juin 2002 dans lequel on peut lire d'ailleurs : 4^{ème} paragraphe « Toutes mes tentatives pour être nommé à ce grade dans le temps, ont été vaines, en témoignant mes nombreuses requêtes en direction, aussi bien du Président de la République... du Ministre de l'Intérieur... que ma propre Direction Générale de la Police Nationale ;

Contre toute attente, une lettre signée du Ministre de l'Intérieur... m'a signifié qu'aucune disposition des textes en vigueur ne permet de reconstituer ma carrière. Cette lettre est datée du 11 mars 2002 ; » ;

Considérant que le requérant qui a eu ainsi connaissance de la décision d'irrecevabilité de l'autorité administrative, devait, en application des dispositions de l'article 68 de l'Ordonnance n° 21/PR, saisir la Cour au contentieux, au plus tard, le 11 juin 2002 sous peine de forclusion ;

Que son recours contentieux daté du 25 juin 2002 a été enregistré à la Cour le 1^{er} juillet 2002 ;

Qu'un tel devra être sanctionné par une décision d'irrecevabilité ;

Considérant que dans son mémoire ampliatif, le requérant sollicite en outre, l'annulation de la décision contenue dans la correspondance n° 1884/DC/DGPN/DAP/SA du 25 juillet 2002 ;

Sur la recevabilité du recours visant l'annulation de la décision contenue dans la correspondance n°1884/DC/DGPN/-DAP/SA du 25 juillet 2002

Considérant que le mémoire ampliatif a pour objectif de développer ou de soutenir, au moyen d'éléments de droit, les prétentions exprimées dans le recours introductif ;

Que de ce point de vue, le mémoire ampliatif ne saurait contenir une nouvelle prétention, une nouvelle demande ;

Considérant que le requérant sollicite l'annulation de la décision contenue dans une correspondance en date du 25 juillet 2002 alors que son recours introductif d'instance daté du 25 juin 2002, a été enregistré au greffe de la Cour le 03 juillet 2002 c'est-à-dire à une date antérieure à la décision dont il sollicite l'annulation ;

Qu'une telle demande mérite de la Cour, une fin de non-recevoir ;

Considérant au total que le requérant qui sollicite l'annulation des décisions contenues dans les correspondances ci-dessus indiquées, n'a point respecté les exigences légales de délai et de forme ;

Qu'il échet de déclarer le présent recours irrecevable ;

Par ces motifs,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en date à Cotonou du 25 juin 2002 de monsieur TOVIDE A. Pierre, tendant à l'annulation des décisions contenues dans les lettres :

- n° 0622/MISD/DGPN/DAP/SPRH/SP-C du 11 mars 2002 portant reconstitution de carrière.
- n° 1884/MISD/DC/DGPN/DAP /SA du 25 juillet 2002, objet de l'accusé de réception de la requête en date du 10 avril 2002, est irrecevable.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative), composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

Et

Victor D. ADOSSOU

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-sept avril deux mille quatorze, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus, en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président,


Grégoire ALAYE

Le Rapporteur,


Victor D. ADOSSOU

Le Greffier.


Hortense LOGOSSOU-MAHMA

